

Le « poubellocène » ou la folle histoire de l'ère des déchets

Alors que la notion de déchets n'existait pas comme telle jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ceux-ci ont envahi tous les milieux et colonisé le vivant. Au-delà des défis techniques qu'ils soulèvent, ils sont devenus un terrain d'enquête pour les sciences humaines, soucieuses d'éclairer les systèmes et les mythes à la source de leur production

Ils sont devenus les compagnons familiers de nos destinées modernes. Abandonnés sur les plages, prisonniers des glaciers ou concentrés en gigantesques vortex dans les océans, les déchets ont envahi tous les milieux, colonisé jusqu'au vivant. Microscopiques ou encombrants, à l'état solide, liquide ou gazeux, ils tracent sur les mers de nouveaux chemins mondialisés, saturant les airs et les sols, investissent désormais l'espace. Parfois qualifiés d'« ultimes » ou de « polluants éternels », ils s'imposent dans nos assiettes, notre eau potable, et jusqu'à la pointe de nos cheveux.

Les chiffres donnent le vertige. La production annuelle de déchets solides a dépassé les 2 milliards de tonnes dans le monde et devrait atteindre 3,4 milliards en 2050, alerte la Banque mondiale. Celle des plastiques a doublé en vingt ans, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont les deux tiers sont « mis en décharge, incinérés ou rejetés dans l'environnement ».

Si cette omniprésence affecte directement la santé humaine et celle des écosystèmes, elle marque aussi l'empreinte indélébile des activités humaines sur la Terre. Depuis les premiers amas laissés à l'entrée des grottes, témoins de sa sédentarisation, les détritiques racontent l'histoire d'*Homo sapiens*. Désormais, ils attestent aussi de l'entrée dans l'anthropocène, ce moment où l'espèce humaine a commencé à modifier les conditions d'existence sur la Terre, se muant en force tellurique, au même titre que le Soleil ou la tectonique des plaques, et ouvrant ainsi une nouvelle ère géologique.

Les chercheurs de l'Union internationale des sciences géologiques hésitent encore sur la date de ce tournant. Faut-il prendre en compte les concentrations gazeuses de CO₂ des débuts de la révolution industrielle, les traces radioactives des explosions nucléaires de la seconde moitié du XX^e siècle ou bien l'apparition plus récente des plastiglomérats, ces roches de plastique constituées de matières de synthèse, parfois agrégées à du sable, des coquillages ou des coraux ? « *Quelle que soit la date reconnue, les géologues s'accordent pour fonder la preuve indubitable du basculement sur l'accumulation des restes des activités humaines dans les strates de la couche supérieure de la planète* », constate la sociologue Baptiste Monsaingeon. Dans son livre *Homo detritus. Critique de la société du déchet* (Seuil, 2017), il propose le terme « poubellocène » pour décrire cette nouvelle ère du déchet.

Dans ce paysage de désolation, le recyclage est devenu l'alpha et l'oméga des politiques publiques, la promesse verte d'un avenir meilleur. En France, la dernière décision en date concerne l'organisation de la collecte des biodéchets par les collectivités, obligatoire depuis le 1^{er} janvier. En moins de trente ans, nos poubelles se sont transformées en mines de « *matières premières urbaines* », constate l'urbaniste, historienne des techniques et de l'environnement, Sabine Barles. Mais cette « *ruée vers l'ordure* », selon la formule de l'urbaniste Jérémie Cavé (*Conflits dans les mines urbaines de déchets*, Presses universitaires de Rennes, 2015), soulève aussi des questions. L'économie circulaire peut-elle venir à bout de ce gisement renouvelé chaque jour ? Suffit-il de mieux gérer les déchets pour pouvoir continuer à en produire ? A moins qu'il ne faille voir le symptôme d'un système malade qu'il serait temps de repenser.

À LA CROISÉE DE L'INTIME ET DU COLLECTIF
Alors que le sujet était jusque-là plutôt cantonné aux sciences de l'ingénieur ou à la logistique urbaine, la recherche en sciences humaines a fait de la question des déchets un nouveau terrain d'enquête. La rudologie (du latin *rudus*, « décombres, masse non travaillée »), science des ordures, inventée par le géographe Jean Gouhier, a ouvert la voie, dans les années 1970, pour raconter la vie des territoires à partir de la production des détritiques. Mais c'est surtout depuis une quinzaine d'années que les travaux se multiplient dans une perspective critique et pluridisciplinaire.

Philosophes, géographes, sociologues, historiens, urbanistes et anthropologues y explorent les représentations culturelles des restes et des rejets, les enjeux moraux qui s'y rattachent, les luttes de pouvoir et

les inégalités sociales qui traversent l'histoire de leur production et de leur prise en charge. Car le déchet, à la croisée de l'intime et du collectif, est une affaire d'affect autant que de technique et surtout un « *matériau politique, par sa présence dans l'espace public et ses effets, mais aussi par les choix qu'il impose* », souligne la socio-anthropologue Nathalie Ortar, l'une des co-organisatrices de l'ouvrage collectif *Jeux de pouvoir dans nos poubelles. Economies morales et politiques du recyclage au tournant du XXI^e siècle* (Petra, 2017).

Parfois rattachées aux *discard studies* (« études des rejets », en anglais), courant académique né aux Etats-Unis dans les années 2010, ces recherches s'intéressent moins à l'archéologie des détritiques ou aux défis techniques qu'ils soulèvent qu'aux sources profondes de leur production massive, aux « *systèmes sociaux, économiques, politiques, culturels et matériels plus larges* » qui en sont à l'origine, explique l'universitaire et activiste Max Liboiron, qui a cofondé le mouvement. Des systèmes qui, pour l'essentiel, se sont mis en place au cours des deux derniers siècles.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, en effet, la notion de déchet telle qu'on l'entend aujourd'hui n'existe pas. « *Le mot [qui vient du verbe "choir"] désigne ce qu'on n'utilise pas dans la fabrication ou la transformation d'un objet, comme les chutes de tissu lors de la confection d'un vêtement* », explique Sabine Barles, autrice de *L'invention des déchets urbains. France : 1790-1970* (Champ Vallon, 2005). Ce qu'on appelle alors « ordures » (du latin *horridus*, qui veut dire « horrible ») ou boues est composé essentiellement d'excréments, d'os, d'épluchures et de chiffons, dont on assure l'élimination en les valorisant : les épluchures nourrissent les animaux ; les excréments servent de fertilisants agricoles... Il s'agit d'une étape du cycle de reproduction de la vie.

Le développement urbain et industriel bouscule ce rythme séculaire. Dans la première moitié du XIX^e siècle, « *le recyclage et la valorisation continuent et deviennent même l'un des moteurs de l'industrialisation*

des villes, poursuit Sabine Barles. *Le ramassage des chiffons contribue à l'essor de l'industrie du papier, la collecte des os permet le raffinage du sucre* ». Les matériaux valorisables sont collectés sur la chaussée par les chiffonniers, figures emblématiques de cette économie de la réutilisation, avant que des centres de tri appelés usines de trituration ne voient le jour. L'ingénieur Charles de Freycinet (1828-1923) préconise la valorisation des substances chimiques nécessaires à la fabrication du gaz d'éclairage, ou celle des fumées produites par les usines.

Dès cette époque, la réutilisation des rejets et des résidus de l'industrie naissante s'impose tout autant pour limiter la saleté que pour optimiser l'utilisation des ressources, dans un souci d'économie, d'efficacité et de profit. Dans cette effervescence industrielle du XIX^e siècle commence à émerger l'idée d'une production en circuit fermé, à l'image des métabolismes vivants, sans recourir à l'extraction de nouvelles ressources.

A la même époque s'ouvre un autre chapitre important de l'histoire de la représentation des déchets. A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle apparaissent de nouveaux engrais fossiles ou chimiques, comme le guano, le nitrate de soude et les phosphates, qui vont progressivement remplacer les boues urbaines et la « poudrette » des fosses d'aisance dans le domaine agricole.

Cette rupture dite « métabolique » des équilibres des flux entre ville et campagne conduit à une accumulation de matières, à laquelle s'ajoutent les nouveaux résidus chimiques difficilement recyclables. Hier sources de revenus pour les villes, les boues deviennent une charge. Elles sont aussi de plus en plus considérées comme une cause de nuisances et de maladies. Dans *Le Miasme et la jonquille* (Flammarion, 2016), l'historien Alain Corbin décrit l'évolution radicale de la sensibilité aux odeurs au cours des XVIII^e et XIX^e siècles. Les émanations des ordures et des excréments, jusque-là tolérées, deviennent insupportables aux élites, qui les accusent de transmettre des maladies. Avec le développement de l'hygiénisme, les ordures sont enfermées

dans des boîtes, bientôt appelées poubelles, puis éloignées dans de vastes dépotoirs creusés en périphérie des villes. Les excréments, de leur côté, sont rejetés dans les nouveaux systèmes de tout-à-l'égout et finissent souvent dans les rivières.

En 1862, Victor Hugo (1802-1885), dans *Les Misérables* (A. Lacroix, Verboeckhoven & Cie), se fait le défenseur de « *tout l'engrais humain et animal que le monde perd* », alors qu'il « *suffirait à nourrir le monde* » (tome V, livre 2). L'invention du déchet est d'abord un phénomène urbain, concomitant à l'idée d'abandon à une nature perçue comme extérieure au cycle de la vie humaine. « *Tout un système de pensée se met en place, où les matières et les objets hier jugés précieux peuvent désormais être jetés après usage* », explique Sabine Barles.

JETER DEVIENT UN DROIT

Cette notion d'abandon va se renforcer tout au long du XX^e siècle et sera entérinée par la loi en 1975, lorsque le législateur donnera pour la première fois une définition officielle au déchet, à savoir « *toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon* ». Jeter sera alors devenu une évidence mais aussi un droit « *profondément inscrit dans nos imaginaires* », constate l'historienne.

Le XX^e siècle ouvre un nouveau chapitre avec l'accélération de la production. L'abandon prend une tout autre dimension, en même temps que le gaspillage devient un « *élément fondamental des dynamiques du capitalisme contemporain et l'un des moteurs du progrès des sociétés et du système économique* », notent les historiens François Jarrige et Thomas Le Roux, qui en ont retracé l'histoire (« L'invention du gaspillage : métabolisme, déchets et histoire », dans la revue *Ecologie & Politique*, Le Bord de l'eau, 2020/1, n° 60). Car, à ces nouvelles représentations, s'ajoute une profonde transformation du rapport aux objets, liée à l'industrialisation et à l'augmentation du pouvoir d'achat : leur fabrication ne répond plus directement à des besoins identifiés

LE DÉCHET EST UN « MATÉRIAU POLITIQUE, PAR SA PRÉSENCE DANS L'ESPACE PUBLIC ET SES EFFETS, MAIS AUSSI PAR LES CHOIX QU'IL IMPOSE »

NATHALIE ORTAR
socio-anthropologue

La lente émergence des recherches sur le racisme environnemental

C'EST À L'OMBRE DES INSTALLATIONS de stockage et de traitement des déchets que naissent, dans les années 1980 aux Etats-Unis, les notions de justice environnementale et d'écoracisme. Non pas au sein d'associations écologistes, comme on pourrait l'imaginer, mais dans les mouvements afro-américains issus des luttes pour les droits civiques.

En 1987, la commission pour la justice raciale de l'Eglise unie du Christ, dirigée par le pasteur Benjamin Chavis, un ancien assistant de Martin Luther King, analyse pour la première fois les données géographiques et démographiques de ces sites aux Etats-Unis. Elle met alors en évidence le fait que ces infrastructures particulièrement polluantes sont principalement implantées près de quartiers où vivent des minorités ethniques.

Même si « *le statut socio-économique semble jouer un rôle important dans la localisation des installations de gestion des déchets dangereux* », l'origine ethnique est « *plus significative* », conclut-elle. A partir de ce constat, de nombreux travaux sociologiques et historiques vont documenter les inégalités environnementales dont les populations dé-

favorisées et les communautés afro-américaines et amérindiennes sont les principales victimes aux Etats-Unis.

Vingt ans plus tard, la question du racisme environnemental commence à émerger en France. Chez les gens du voyage, la formule est bien connue : « *Si tu ne trouves pas l'aire d'accueil, cherche la déchetterie* ». Face au manque de données sur la localisation de ces terrains aménagés, obligatoires dans les villes de plus de 5 000 habitants, le juriste William Acker, lui-même né dans une famille de « voyageurs », a entrepris de les recenser.

« Faux recyclage »

Publié dans *Où sont les « gens du voyage » ? Une histoire actuelle de l'antitsiganisme* (Editions du Commun, nouvelle éd. en 2023), Prix du livre d'écologie politique en 2022, son travail établit la proximité quasi systématique des aires avec des installations polluantes telles les déchetteries et les usines d'incinération ou de retraitement des eaux polluées.

Ces inégalités environnementales se manifestent aussi par l'exportation de déchets toxiques dans

des pays pauvres au mépris des conséquences sur la santé des habitants et des écosystèmes. Une façon pour les pays riches d'invisibiliser leurs résidus en fermant les yeux sur le « *faux recyclage* », constate l'anthropologue Mikaëla Le Meur, qui a enquêté dans le « *village plastique* » de Minh Khai, au Vietnam, où 1 000 tonnes d'ordures issues des échanges mondialisés sont débarrassées chaque jour et s'amoncellent devant les maisons (*Le Mythe du recyclage*, Premier Parallèle, 2021).

Deux ouvrages récents, *Vivre et lutter dans un monde toxique* (sous la direction de Renaud Bécot et Gwenola Le Naour, Seuil, 2023) et *La Nature de l'injustice. Racisme et inégalités environnementales* (dirigé par Sabaa Khan et Catherine Hallmich, Ecosociété, 2023), dressent un large et terrible panorama des populations et des territoires sacrifiés, du Canada au Japon en passant par la Sicile ou la France. Ils soulignent la force des liens entre domination de la nature et exploitation humaine mais aussi la puissance des mouvements de résistance citoyenne qui les combattent. ■

CLAIRE LEGROS